



Autorité des marchés financiers

# Rapport annuel 2014 - annexes

AUTORITÉ  
DES MARCHÉS FINANCIERS



# Sommaire

---

## **Annexe 1 - La gestion de l'épargne et les prestataires**

A. Les sociétés de gestion de portefeuille (SGP) .....	03
B. Les autres prestataires de services d'investissement .....	08
C. Les sociétés civiles de placement immobilier (SCPI) en 2014 .....	09
D. Les sociétés pour le financement du cinéma et de l'audiovisuel (SOFICA) .....	11
E. Liste des positions de doctrine publiées par l'AMF en 2014 pendant la transposition de la directive AIFM .....	12

## **Annexe 2 - L'information des investisseurs**

A. Les enregistrements et visas accordés sur les opérations financières .....	14
B. L'information financière périodique des sociétés cotées .....	15

## **Annexe 3 - Les enquêtes et les suites judiciaires**

A. Bilan des enquêtes et transmissions effectuées par l'AMF depuis 2004 .....	16
B. Les suites judiciaires .....	17

## **Annexe 4 - La coopération internationale**

A. Accord de reconnaissance AMF-CFTC .....	19
B. Liste des marchés reconnus .....	19
C. Liste des marchés réglementés des pays membres de l'espace économique européen .....	19
D. Liste des accords et conventions signés par l'AMF avec ses homologues étrangers .....	20
E. Liste des accords signés par l'AMF avec ses homologues étrangers non membres de l'Union européenne portant sur la consultation, la coopération et l'échange d'informations dans le cadre de la surveillance des entités visées par la directive sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (AIFM) .....	25
F. Liste des accords et conventions multilatéraux signés par l'AMF .....	27



# Annexe 1 - La gestion de l'épargne et les prestataires

---

## A. LES SOCIÉTÉS DE GESTION DE PORTEFEUILLE (SGP)

**Tableau 1 – Liste des sociétés de gestion de portefeuille agréées en 2014**

Nom de la société de gestion de portefeuille	Date d'approbation
BLUEHIVE	28/01/14
ARCHIMED	03/02/14
MERIDIAM	24/02/14
CAZENOVE ET ASSOCIES	04/03/14
CAPAGRO	17/03/14
QUANTCUBE AM	07/04/14
FOREST INVEST	28/04/14
EMCAP PARTNERS	29/04/14
INFRA GESTION	29/04/14
RAPHAEL GESTION	30/04/14
OFFICIUM	06/05/14
GROUPE PANHARD	04/06/14
SILVER TIME PARTNERS	05/06/14
FC INVESTISSEMENT	06/06/14
ARGOS INVESTMENT MANAGERS FRANCE	17/06/14
KIRAO	17/06/14
DELTAGER SA	23/06/14
LAMAZERE GESTION PRIVEE	25/06/14
PARIS TITRISATION	27/06/14
VESTATHENA	30/06/14
NOVAXIA ASSET MANAGEMENT	08/07/14
AMPERE GESTION	09/07/14
FONCIA PIERRE GESTION	11/07/14
SECURINOT	11/07/14
ATLANTIQUE GERANCE	16/07/14
ABC GESTION	22/07/14
CABINET VOISIN	22/07/14
CM-CIC SPCI GESTION	22/07/14
EURO TITRISATION	22/07/14
EURYALE ASSET MANAGEMENT	22/07/14
FRANCE TITRISATION	22/07/14
SOCIETE FORESTIERE DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	22/07/14

1

2

3

4

**Tableau 1 – Liste des sociétés de gestion de portefeuille agréées en 2014**

Nom de la société de gestion de portefeuille	Date d'approbation
ELAIS CAPITAL	24/07/14
XERYS GESTION	30/07/14
FRANCE VALLEY	21/08/14
EXPERT FINANCE INVESTMENT MANAGERS (EFIM)	22/08/14
BOLTON INVESTMENT MANAGEMENT	24/09/14
NEMOURS CAPITAL	13/10/14
MYRIA ASSET MANAGEMENT	14/10/14
STARQUEST	22/10/14
AXIO CAPITAL	27/10/14
RE-SOURCES CAPITAL	24/11/14
CREDIT AGRICOLE IMMOBILIER INVESTORS	26/11/14
FINEXKAP ASSET MANAGEMENT	04/12/14
HARVESTATE ASSET MANAGEMENT	04/12/14
GROUPAMA GAN REIM	15/12/14
SWEN CAPITAL PARTNERS	17/12/14
FONCIERE MAGELLAN	19/12/14

**Tableau 2 – Approbations de programmes d'activité présentés par SGP existantes pour l'année 2014**

Nom de la société de gestion de portefeuille	Date d'approbation
CEDRUS ASSET MANAGEMENT	21/01/14
TECHFUND EUROPE MANAGEMENT	21/01/14
PECHEL INDUSTRIES PARTENAIRES	04/02/14
AURIS GESTION PRIVEE	18/02/14
MATIGNON FINANCE	18/02/14
PLATINIUM GESTION	18/02/14
SPPI FINANCE	18/02/14
ABENEX CAPITAL	04/03/14
GEFIP	04/03/14
ARTESIS ASSET MANAGEMENT (EX LATITUDE CAPITAL MANAGEMENT)	20/03/14
SG 29 HAUSSMANN	20/03/14
SIGEFI	20/03/14
LYXOR ASSET MANAGEMENT	01/04/14
OFI GESTION PRIVEE	01/04/14
RHONE-ALPES PME GESTION	01/04/14
BNP PARIBAS REAL ESTATE INVESTMENT MANAGEMENT FRANCE	15/04/14
SIPAREX PROXIMITE INNOVATION	15/04/14
123 VENTURE	29/04/14
INDEP'AM	29/04/14
LAFFITTE CAPITAL MANAGEMENT	29/04/14
LFPI ASSET MANAGEMENT	29/04/14
VIVIENNE INVESTISSEMENT	29/04/14
DIAMANT BLEU GESTION	15/05/14
MARKET BRIDGE CAPITAL	15/05/14
VATEL CAPITAL	15/05/14
ACOFI GESTION	27/05/14
MCA FINANCE	27/05/14
BNP PARIBAS PRIVATE EQUITY	10/06/14
TRUFFLE CAPITAL	10/06/14
ARGOS SODITIC FRANCE	24/06/14
ATREAM	24/06/14
EGAMO	24/06/14
INNOVACOM GESTION	24/06/14
VIVIENNE INVESTISSEMENT	24/06/14
ALTAROCCA	08/07/14
CLARESCO FINANCE	08/07/14
EDMOND DE ROTHSCHILD INVESTMENT PARTNERS	08/07/14
HAAS GESTION	08/07/14
ROTHSCHILD & CIE GESTION	08/07/14
SMA GESTION	08/07/14

1

2

3

4

**Tableau 2 – Approbations de programmes d'activité présentés par SGP existantes pour l'année 2014**

Nom de la société de gestion de portefeuille	Date d'approbation
SOFINNOVA PARTNERS	08/07/14
21 CENTRALE PARTNERS	22/07/14
AFORGE GESTION	22/07/14
AXA REIM	22/07/14
J. DE DEMANDOLX	22/07/14
MOBILIS GESTION	22/07/14
STRATEGE FINANCE	22/07/14
TRUSTEAM FINANCE	22/07/14
TRECENTO ASSET MANAGEMENT	01/09/14
AMPLEGEST	16/09/14
DELUBAC ASSET MANAGEMENT	16/09/14
AXA PRIVATE MANAGEMENT	30/09/14
BELACO CAPITAL	30/09/14
CAPITAL FUND MANAGEMENT	30/09/14
GTI ASSET MANAGEMENT	30/09/14
ANAXIS ASSET MANAGEMENT	14/10/14
EIFFEL INVESTMENT GROUP	14/10/14
INOCAP	14/10/14
IRIS FINANCE	14/10/14
GUTENBERG FINANCE	28/10/14
A PLUS FINANCE	25/11/14
CLAY ASSET MANAGEMENT	25/11/14
TWENTY FIRST CAPITAL	25/11/14
CARTESIA	09/12/14
EPF PARTNERS	09/12/14
MONTAIGNE CAPITAL	09/12/14
SECURINOT	09/12/14
PATRIVAL	18/12/14

**Tableau 3 – Agréments retirés ou devenus caducs en 2014**

Nom de la société de gestion de portefeuille	N° d'agrément	Date d'agrément	Date de retrait	Motif du retrait d'agrément
360 ASSET MANAGERS	GP01035	19/09/01	07/07/14	Dissolution
38X INVESTMENT PARTNERS	GP-12000034	17/12/12	25/02/14	Dissolution
ACG PRIVATE EQUITY	GP00053	15/12/00	04/11/14	Dissolution
ACROPOLE AM	GP-06000032	05/09/06	21/05/14	Dissolution
ALCYONE FINANCE	GP93001	05/01/93	25/06/14	Dissolution
ALLIANZ GLOBAL INVESTORS (FRANCE)	GP97063	30/06/97	30/09/14	Dissolution
ATLON CAPITAL PARTNERS	GP-12000017	18/07/12	09/04/14	Dissolution
BACKBONE	GP-06000001	25/01/06	29/01/14	Dissolution
BPIFRANCE INVESTISSEMENT REGIONS	GP03022	29/09/03	12/05/14	Dissolution
BUTLER INVESTMENT ADVISORS SAS	GP-10000048	02/11/10	16/12/14	Dissolution
CAPATRIA	GP98046	29/10/98	04/07/14	Dissolution
COGITAM	GP-07000021	21/06/07	07/10/14	Dissolution
EFG ASSET MANAGEMENT FRANCE	GP-09000007	29/05/09	28/05/14	Dissolution
EURYALE ASSET MANAGEMENT	GS-10000001	28/01/10	22/07/14	Dissolution
FONGEPAR GESTION FINANCIERE	GP03028	31/12/03	10/03/14	Dissolution
FRANCE VALLEY	EN-14000014	12/02/14	21/08/14	Dissolution
GSQUARE	GP-08000015	30/06/08	15/07/14	Dissolution
MACIF GESTION	GP97129	29/12/97	23/07/14	Dissolution
MASSENA CAPITAL	GP-07000011	26/04/07	10/02/14	Dissolution
NEUFLIZE PRIVATE ASSETS	GP00006	15/02/00	04/02/14	Dissolution
OFI MANDATS	GP-05000039	30/12/05	23/07/14	Dissolution
OSCA FUND MANAGEMENT	GP-08000004	31/01/08	27/01/14	Dissolution
PRIGEST SA	GP90004	27/03/90	19/06/14	Dissolution
SGP GESFIMMO	-	29/10/13	04/08/14	Renonciation
SHANTI ASSET MANAGEMENT	GP03023	22/10/03	26/05/14	Dissolution
SWAN CAPITAL MANAGEMENT	GP90001	27/03/90	27/05/14	Dissolution
VOLVAR AM	GP-11000039	28/11/11	07/09/14	Dissolution

## B. LES AUTRES PRESTATAIRES DE SERVICES D'INVESTISSEMENT

**Tableau 4 – Observations et approbations de programmes d'activité des autres prestataires de services d'investissement**

Les services d'investissement sont énumérés à l'article L.321-1 du code monétaire et financier.

- 1) ..... La réception et la transmission d'ordres pour le compte de tiers
- 2) ..... L'exécution d'ordres pour le compte de tiers
- 3) ..... La négociation pour compte propre
- 4) ..... La gestion de portefeuille pour le compte de tiers
- 5) ..... Le conseil en investissement
- 6-1) ..... La prise ferme
- 6-2) ..... Le placement garanti
- 7) ..... Le placement non garanti
- 8) ..... L'exploitation d'un système multilatéral de négociation

### Observations portant sur un programme d'activité d'établissement de crédit prestataire de services d'investissement

Dénomination sociale	Nature du dossier	Service d'investissement / Service de tenue de compte conservation
Banque de Polynésie	Extension d'agrément	NCP + Tenue de compte conservation
Banque Française Commerciale Océan Indien - BFC Océan Indien	Extension d'agrément	NCP
Société Générale de Banque aux Antilles	Extension d'agrément	Tenue de compte conservation

### Observations portant sur un programme d'activité d'entreprise d'investissement

Dénomination sociale	Nature du dossier	Service d'investissement / Service de tenue de compte conservation
HSBC Epargne Entreprise	Agrément	RTO + Tenue de compte conservation
Inter Invest	Agrément	Placement non garanti
Sigma Terme	Extension d'agrément	NCP

### Approbations de programmes d'activité d'établissement de crédit prestataire de services d'investissement

Dénomination sociale	Nature du dossier	Services d'investissement / Service de tenue de compte conservation
EOS Venture	Agrément	Conseil + Placement garanti
Oblex	Agrément	RTO + Exécution + Conseil
Sigma Terme	Extension d'agrément	Conseil

[1] Élargissement du périmètre des instruments financiers.

[2] Modification des conditions d'exercice des services d'investissement de prise ferme et de placement garanti.

## C. LES SOCIÉTÉS CIVILES DE PLACEMENT IMMOBILIER (SCPI) EN 2014

**Tableau 5 – Liste des SCPI dont la note d'information a reçu un visa de l'AMF**

Visa		Nom de la SCPI	Créations ou mises à jour de la note d'information	Nom de la société de gestion
Numéro	Date			
<b>CRÉATIONS</b>				
CPI20140001	14/01/14	NOVAPIERRE ALLEMAGNE	Ouverture au public	PAREF GESTION
CPI20140003	14/02/14	GRAND EST	Ouverture au public	FD PATRIMOINE - STRATEGIES DE L'INVESTISSEMENT IMMOBILIER
CPI20140004	18/02/14	RHONE ALPES	Ouverture au public	FD PATRIMOINE - STRATEGIES DE L'INVESTISSEMENT IMMOBILIER
CPI20140010	11/07/14	AMUNDI DEFI FONCIER	Ouverture au public	AMUNDI IMMOBILIER
CPI20140012	22/07/14	URBAN PRESTIGIMMO 2	Ouverture au public	URBAN PREMIUM
CPI20140026	29/08/14	LFP EUROPIMMO	Ouverture au public	LA FRANÇAISE REAL ESTATE MANAGERS
CPI20140028	05/09/14	REXIMMO PATRIMOINE 4	Ouverture au public	AMUNDI IMMOBILIER
CPI20140030	26/09/14	RENOVALYS 5	Ouverture au public	AVENIR FINANCE INVESTMENT MANAGERS
CPI20140031	31/10/14	PATRIMMO CROISSANCE	Ouverture au public	PRIMONIAL REAL ESTATE INVESTMENT MANAGEMENT
<b>MISES À JOUR DE LA NOTE D'INFORMATION</b>				
CPI20140002	14/02/14	PRIMOPIERRE	Mise à jour complète	PRIMONIAL REAL ESTATE INVESTMENT MANAGEMENT
CPI20140005	28/03/14	PIERRE SELECTION	Mise à jour complète	BNP PARIBAS REAL ESTATE INVESTMENT MANAGEMENT FRANCE
CPI20140006	17/04/14	GRAND PARIS PIERRE	Mise à jour complète	INTER GESTION
CPI20140007	20/05/14	FONCIERE REMUSAT	Mise à jour complète	VOISIN SAS
CPI20140007	20/05/14	FONCIERE REMUSAT	Mise à jour complète	VOISIN SAS
CPI20140008	20/06/14	UNIDELTA	Mise à jour partielle	DELTA GER SA
CPI20140009	11/07/14	FONCIA PIERRE RENDEMENT	Mise à jour complète	FONCIA PIERRE GESTION
CPI20140011	11/07/14	URBAN PIERRE 2	Mise à jour complète	URBAN PREMIUM
CPI20140013	25/07/14	CILOGER HABITAT 4	Mise à jour complète	CILOGER
CPI20140016	08/08/14	CREDIT MUTUEL PIERRE 1	Mise à jour complète	LA FRANÇAISE REAL ESTATE MANAGERS
CPI20140020	08/08/14	EPARGNE FONCIERE	Mise à jour complète	LA FRANÇAISE REAL ESTATE MANAGERS
CPI20140017	08/08/14	EUROFONCIERE 2	Mise à jour complète	LA FRANÇAISE REAL ESTATE MANAGERS
CPI20140021	08/08/14	IMMOFONDS 4	Mise à jour complète	LA FRANÇAISE REAL ESTATE MANAGERS

1

2

3

4

**Tableau 5 – Liste des SCPI dont la note d'information a reçu un visa de l'AMF**

Visa		Nom de la SCPI	Créations ou mises à jour de la note d'information	Nom de la société de gestion
Numéro	Date			
CPI20140022	08/08/14	LFP OPPORTUNITE IMMO	Mise à jour complète	LA FRANÇAISE REAL ESTATE MANAGERS
CPI20140024	08/08/14	MULTIMMOBILIER 1	Mise à jour complète	LA FRANÇAISE REAL ESTATE MANAGERS
CPI20140025	08/08/14	MULTIMMOBILIER 2	Mise à jour complète	LA FRANÇAISE REAL ESTATE MANAGERS
CPI20140018	08/08/14	PIERRE PRIVILEGE	Mise à jour complète	LA FRANÇAISE REAL ESTATE MANAGERS
CPI20140019	08/08/14	SELECTINVEST 1	Mise à jour complète	LA FRANÇAISE REAL ESTATE MANAGERS
CPI20140029	19/09/14	GENEPIERRE	Mise à jour complète	AMUNDI IMMOBILIER

*(Source : AMF)***Tableau 6 – Liste des SCPI dissoutes en 2014**

Nom de la SCPI	Date de dissolution	Nom de la société de gestion
FONCIER ETUDES	26/06/14	FIDUCIAL GERANCE
GENE-ENTREPRISE	21/07/14	AMUNDI IMMOBILIER

**Tableau 7 – Nombre de SCPI, capitalisation, collecte, investissements au 31/12/2014**

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Nombre de SCPI en activité	131	135	139	161	159	155	167
Collecte primaire*	0,9	1	2,5	2,8	2,3	2,5	2,9
Investissements*	1,5	0,7	1,9	3,2	5,1	2,1	2,8
Capitalisation*	16,9	18	21,6	25,2	25,9	29,9	30

*\* Exprimé en milliards d'euros.**(Source : AMF)*

## D. LES SOCIÉTÉS POUR LE FINANCEMENT DU CINÉMA ET DE L'AUDIOVISUEL (SOFICA)

**Tableau 8 – Visas de prospectus de SOFICA en 2014**

Visa		Nom de la SOFICA	Nature d'opération
Numéro	Date		
SOF20140001	8 octobre 2014	B MEDIA 2014	Création par offre au public
SOF20140002	8 octobre 2014	CINEMAGE 10	Création par offre au public
SOF20140003	8 octobre 2014	COFINOVA 12	Création par offre au public
SOF20140004	8 octobre 2014	INDEFILMS 4	Création par offre au public
SOF20140005	8 octobre 2014	MANON 6	Création par offre au public
SOF20140007	10 octobre 2014	SOFITVCINE 3	Création par offre au public
SOF20140006	14 octobre 2014	CINEVENTURE	Création par offre au public
SOF20140009	14 octobre 2014	LA BANQUE POSTALE IMAGE 9	Création par offre au public
SOF20140008	14 octobre 2014	PALATINE ETOILE 13	Création par offre au public
SOF20140010	14 octobre 2014	SOFICINEMA 12	Création par offre au public
SOF20140012	23 octobre 2014	A PLUS IMAGE 6	Création par offre au public
SOF20140011	24 octobre 2014	COFIMAGE 27	Création par offre au public

(Source : AMF)

**Tableau 9 – Les SOFICA : nombre, collecte, encours**

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Nombre de SOFICA	82	92	84	88	82	83	84
Montant capitaux collectés (en millions d'euros)	61,1	63,07	63,07	63,07	63,07	58,97	60,76

(Source : AMF)

1

2

3

4

## E. LISTE DES POSITIONS DE DOCTRINE PUBLIÉES PAR L'AMF EN 2014 PENDANT LA TRANSPOSITION DE LA DIRECTIVE AIFM

**Tableau 10 – Doctrine publiée**

Intitulé du document	En bref
Instruction DOC-2014-03 – Procédure de commercialisation de parts ou actions de FIA	Cette nouvelle instruction détaille la procédure de commercialisation des FIA issue de la directive AIFM
Instruction DOC-2014-02 – Information des investisseurs des FIA non agréés ou non déclarés	Cette nouvelle instruction intègre les obligations d'information issues de la directive AIFM
Instruction DOC-2012-06 – Modalités de déclaration, de modifications, établissement d'un prospectus et informations périodiques des fonds professionnels spécialisés et des fonds professionnels de capital investissement	Ces instructions ont été mises à jour pour prendre en compte les impacts de la transposition de la directive AIFM en France et des travaux de compétitivité menés lors de cette transposition
Instruction DOC-2012-01 – Organisation de l'activité de gestion de placements collectifs et du service d'investissement de gestion de portefeuille pour le compte de tiers en matière de gestion des risques	
Instruction DOC-2011-23 – Procédures d'agrément, établissement d'un DICI et/ou d'un prospectus et information périodique des OPCI et organismes professionnels de placement collectif immobilier	
Instruction DOC-2011-22 – Procédures d'agrément, établissement d'un DICI et d'un règlement et information périodique des fonds de capital investissement	
Instruction DOC-2011-21 – Procédures d'agrément, établissement d'un DICI et d'un prospectus et information périodique des fonds d'épargne salariale	
Instruction DOC-2011-20 – Procédures d'agrément, établissement d'un DICI et d'un prospectus et information périodique des fonds d'investissement à vocation générale, fonds de fonds alternatifs et fonds professionnels à vocation générale	
Instruction DOC-2011-19 – Procédures d'agrément, établissement d'un DICI et d'un prospectus et information périodique des OPCVM français et des OPCVM étrangers commercialisés en France	
Instruction DOC-2011-15 – Modalités de calcul du risque global des OPCVM et des FIA agréés	
Instruction DOC-2008-04 – Application des règles de bonne conduite lors de la commercialisation de parts ou actions d'OPCVM ou de FIA par les sociétés de gestion de portefeuille, les sociétés de gestion et les gestionnaires	
Instruction DOC-2008-03 – Procédure d'agrément des sociétés de gestion de portefeuille, obligations d'information et passeport	
Position DOC-2014-09 – Modalités de mise en œuvre des obligations en matière de comptes rendus à l'égard de l'AMF dans le cadre de la directive AIFM	Cette position reprend les orientations de l'ESMA (2014/869/FR) relatives aux obligations en matière de comptes rendus prévus par la directive AIFM
Position DOC-2014-04 – Guide sur les régimes de commercialisation des OPCVM et des FIA en France	Cette position apporte des précisions sur la définition de la commercialisation en France de parts ou actions d'OPCVM et de FIA et décrit les différents régimes applicables pour la commercialisation en France de ces entités

**Tableau 10 – Doctrine publiée**

Intitulé du document	En bref
Position DOC-2013-22 – Questions-réponses relatives à la transposition en droit français de la directive AIFM	Cette position a été mise à jour à deux reprises en 2014 pour y intégrer de nouvelles questions-réponses, par exemple sur le régime du dépositaire
Position DOC-2013-02 – Le recueil des informations relatives à la connaissance du client	
Position DOC-2012-17 – Exigences relatives à la fonction de vérification de la conformité	
Position DOC-2012-13 – Exigences relatives à l'adéquation pour un client de services d'investissement ou d'instruments financiers	
Position DOC-2012-08 – Placement et commercialisation d'instruments financiers	
Position DOC-2011-10 – Enregistrement au niveau de l'OPCVM de la perte ou du gain résultant du défaut de règlement après l'émission d'un ordre de souscription	
Position DOC-2011-08 – Questions-réponses relatives aux opérations sur le FOREX	
Position DOC-2008-16 – La commercialisation des <i>limited partnership</i> en France	
Position DOC-2006-23 – Questions-réponses relatives au régime applicable aux conseillers en investissements financiers	
Position-recommandation DOC 2013-23 – Lignes directrices sur la notion de personne politiquement exposée en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme	
Position-recommandation DOC-2013-05 – Lignes directrices relatives à la notion de bénéficiaire effectif en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme	Ces documents ont été mis à jour afin de prendre en compte les impacts de la transposition de la directive AIFM
Position-recommandation DOC-2013-04 – Lignes directrices relatives à la tierce introduction en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme	
Position-recommandation DOC-2010-22 – Lignes directrices en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme	
Position-recommandation DOC-2010-10 – Placement et commercialisation d'instruments financiers	
Position-recommandation DOC-2009-24 – Questions-réponses relatives aux changements d'actionnariat dans les sociétés de gestion de portefeuille	
Position-recommandation DOC-2008-23 – Questions-réponses sur l'exercice du service d'investissement de conseil en investissement	
Position-recommandation DOC-2007-21 – Les obligations professionnelles à l'égard des clients non professionnels en matière de gestion de portefeuille pour le compte de tiers	
Position-recommandation DOC-2005-19 – L'exercice des droits de vote par les sociétés de gestion	

1

2

3

4

# Annexe 2 - L'information des investisseurs

## A. LES ENREGISTREMENTS ET VISAS ACCORDÉS SUR LES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

Tableau 1 – Visas par type d'opérations			
	2014	2013	Variation 2014/2013
<b>I - VISAS SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES</b>	<b>449</b>	<b>407</b>	<b>10,32 %</b>
<b>Introduction d'une société sur un marché réglementé</b>	<b>19</b>	<b>13</b>	<b>46,15 %</b>
Euronext	19	13	46,15 %
<b>Admission d'une société sur un marché organisé</b>	<b>9</b>	<b>2</b>	<b>350,00 %</b>
Alternext	9	2	350,00 %
<b>Titres de capital</b>	<b>161</b>	<b>145</b>	<b>11,03 %</b>
Constitutions de sociétés par appel public à l'épargne	0	0	
Émissions et admissions sur un marché réglementé <sup>(1)</sup>	38	24	58,33 %
Émissions et admissions sur Alternext	7	2	250,00 %
Émissions par offre au public hors marché réglementé	89	96	- 7,29 %
Cessions par offre au public hors marché réglementé	0	0	
Opérations réservées aux salariés	27	22	22,73 %
- émissions réservées			
- plans d'achat de titres			
Attributions gratuites de bons	0	1	- 100,00 %
Fusions, apports, scissions <sup>(2)</sup>	11	3	266,67 %
<b>Titres de créance donnant accès au capital</b>	<b>11</b>	<b>9</b>	<b>22,22 %</b>
Émissions et admissions sur un marché réglementé	11	9	22,22 %
Émissions par offre au public hors marché réglementé	0	0	
Cessions par offre au public hors marché réglementé	0	0	
Admissions de titres déjà émis	0	0	
<b>Titres de créance</b>	<b>211</b>	<b>196</b>	<b>7,65 %</b>
Émissions et admissions/admissions de titres déjà émis sur un marché réglementé	134	111	- 20,72 %
Émissions et admissions hors marché réglementé	1	3	- 66,67 %
Contrats financiers à terme	0	0	
Programmes d'émission EMTN, bons d'option et certificats	76	82	- 7,32 %

**Tableau 1 – Visas par type d'opérations**

	2014	2013	Variation 2014/2013
<b>Offres publiques</b>	<b>38</b>	<b>42</b>	<b>-9,52 %</b>
OPA (offres publiques d'achat, garanties de cours y compris les surenchères)	23	26	-11,54 %
OPE (offres publiques d'échange)	2	1	100,00 %
OPA / OPE (offres publiques mixtes)	0	4	-100,00 %
OP rachat (offres publiques de rachat)	4	5	-20,00 %
OPR et OPR-RO (offres publiques de retrait, de retrait suivies d'un retrait obligatoire)	10	6	66,67 %
Offres de vente à prix ferme	0	0	
Offres publiques d'achat sur titres de créance	0	0	
OPA / OPE sur titres de créance	0	0	
<b>II - AUTRES VISAS <sup>(3)</sup></b>	<b>220</b>	<b>265</b>	<b>-16,98 %</b>
Autres visas spécifiques (suppléments et notes en réponse)	220	265	-16,98 %
- dont notes en réponse à offres publiques	27	29	-6,90 %
<b>TOTAL ENGISTREMENTS ET VISAS DÉLIVRÉS SUR L'ANNÉE</b>	<b>669</b>	<b>672</b>	<b>-0,45 %</b>

(1) Hors sociétés radiées.

(Source : AMF)

(2) Les opérations de fusions, apports, scissions ne donnent pas lieu à la délivrance d'un visa mais à enregistrement, elles ne sont donc pas comptabilisées dans le nombre de visas.

(3) Le nombre 2013 de Autres visas affiché dans ce tableau diffère de celui publié dans le Rapport annuel 2013 car il n'inclut pas ici les 11 visas de prospectus de SOFICA.

## B. L'INFORMATION FINANCIÈRE PÉRIODIQUE DES SOCIÉTÉS COTÉES

**Tableau 2 – Publications obligatoires sur 2014 <sup>(1)</sup>  
(tous exercices confondus)**

Type d'information financière	Nombre de publications prévues	Effectuées	Non effectuées	% d'absence
Les informations trimestrielles (1 <sup>er</sup> et 3 <sup>e</sup> trimestres)	951	880	71	7 %
Les rapports financiers semestriels	505	493	12	2 %
Les rapports financiers annuels	496	491	5	1 %
Les rapports sur gouvernement d'entreprise et contrôle interne	469	464	5	1 %
<b>TOTAL</b>	<b>2 421</b>	<b>2 328</b>	<b>93</b>	<b>4 %</b>

(1) Hors sociétés radiées.

(Source : AMF)

1

2

3

4

# Annexe 3 - Les enquêtes et les suites judiciaires

---

## A. BILAN DES ENQUÊTES ET TRANSMISSIONS EFFECTUÉES PAR L'AMF DEPUIS 2004

Pour mener à bien sa mission de surveillance des marchés, l'AMF mène des contrôles auprès des professionnels habilités et peut enquêter sur tout fait susceptible de constituer des infractions et manquements boursiers. Seules sont ici prises en compte les enquêtes menées par l'AMF.

**Tableau 1 – Les enquêtes menées par l'AMF depuis 2004**

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Total
Nombre d'enquêtes terminées	90	91	105	96	95	80	73	78	74	83	68	<b>933</b>
<i>dont nombre d'enquêtes nationales</i>	60	63	53	48	40	36	36	33	31	34	27	<b>461</b>
Enquêtes terminées ayant donné lieu à l'envoi d'une ou plusieurs notifications de griefs	38	28	27	26	22	20	14	14	14	15	10	<b>228</b>

**Tableau 2 – Les transmissions de rapports d'enquête à la justice par l'AMF depuis 2004**

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Total
Transmissions au Parquet <sup>(2)</sup>	18	25	23	25	20	17	13	12	11	12	7	<b>183</b>
<i>dont rapports qui ont également abouti, en parallèle, à l'ouverture d'une procédure de sanction par l'AMF</i>	14	22	20	21	19	17	11	11	10	7	6	<b>158</b>

(2) Un même rapport peut faire l'objet d'un envoi à plusieurs parquets.

## B. LES SUITES JUDICIAIRES

**Tableau 3 – Décisions de justice faisant suite à la transmission de rapports d'enquêtes par la COB puis par l'AMF**

Date de transmission	Nom de l'affaire	Nature	Suites données
1 Paris, les 13 septembre 2003 et 6 juin 2005	Information financière et marché du titre de la société Vivendi Universal, et rachat de ses propres titres	Informations fausses ou trompeuses	<p>L'avocat général près la Cour d'appel de Paris classe sans suite le dossier, le 24 février 2009, dans le cadre de la procédure disciplinaire engagée contre les commissaires aux comptes.</p> <p>Jugement de la 11<sup>e</sup> chambre du Tribunal correctionnel de Paris du 21 janvier 2011 relaxant trois prévenus et condamnant les quatre autres prévenus à des peines de trois ans d'emprisonnement avec sursis et 150 000 euros d'amende, quinze mois d'emprisonnement avec sursis et 850 000 euros d'amende, six mois d'emprisonnement avec sursis, et quinze mois d'emprisonnement avec sursis et 5 000 000 d'euros d'amende.</p> <p>Arrêt de la Cour d'appel de Paris du 19 mai 2014 réformant partiellement le jugement. Pour le premier prévenu condamné en première instance du chef d'abus de biens sociaux, l'arrêt confirme partiellement le jugement pour ce délit, le relaxe du chef de délit de diffusion d'informations fausses ou trompeuses et ramène sa peine à dix mois d'emprisonnement avec sursis et 50 000 euros d'amende.</p> <p>Pour le deuxième prévenu, condamné en première instance du chef de délit d'initié, l'arrêt confirme le jugement pour ce délit, le relaxe du chef de délit de diffusion d'informations fausses ou trompeuses et ramène sa peine à 850 000 euros d'amende (dont 425 000 euros assortis du sursis).</p> <p>Pour le troisième prévenu, condamné en première instance du chef de délit d'initié, l'arrêt confirme le jugement pour ce délit et ramène la peine à 5 000 000 d'euros d'amende (dont 2 500 000 euros assortis du sursis).</p>
2 Paris, le 4 avril 2005	Information financière et marché du titre de la société Generix	Informations fausses ou trompeuses	Ordonnance de non-lieu le 20 décembre 2013
3 Paris, le 11 janvier 2006	Marché du titre et information financière de la société Gespac Systèmes	Informations fausses ou trompeuses	Jugement du Tribunal correctionnel de Paris du 16 septembre 2014 condamnant le premier prévenu pour faux, usage de faux et diffusion d'information fausse ou trompeuse à une peine d'un an d'emprisonnement assortis du sursis (et le relaxant pour le surplus) et condamnant le second prévenu pour complicité de diffusion d'information fausse ou trompeuse, à une peine de quatre mois d'emprisonnement assortis du sursis (et le relaxant pour le surplus).

1

2

3

4

**Tableau 3 – Décisions de justice faisant suite à la transmission de rapports d'enquêtes par la COB puis par l'AMF**

Date de transmission	Nom de l'affaire	Nature	Suites données
4 Paris, le 11 janvier 2007	Marché du titre Cyberdeck	Délit d'initié	<p>Jugement de la 11<sup>e</sup> chambre du Tribunal correctionnel de Paris du 15 décembre 2008 condamnant le prévenu à une peine de six mois d'emprisonnement avec sursis et à une amende de 350 000 euros, la sanction pécuniaire prononcée par la Commission des sanctions de l'AMF par décision du 6 décembre 2007 confirmée par la Cour d'appel de Paris s'imputant sur la peine d'amende prononcée par le Tribunal.</p> <p>Arrêt de la Cour d'appel de Paris du 27 février 2010, confirmant le jugement sur la déclaration de culpabilité et sur le montant de l'amende, mais aggravant la peine d'emprisonnement (dix mois d'emprisonnement avec sursis).</p> <p>Décision définitive.</p>
5 Paris, le 24 octobre 2007	Marché du titre Péchiney	Délit d'initié	<p>Jugement du Tribunal correctionnel de Paris du 26 septembre 2014 condamnant les cinq prévenus à des peines respectives de dix-huit mois d'emprisonnement avec sursis et 1,25 million d'euros d'amende, douze mois d'emprisonnement avec sursis et 1,75 million d'euros d'amende, douze mois d'emprisonnement avec sursis et 2,5 millions d'euros d'amende, neuf mois d'emprisonnement avec sursis et 150 000 euros d'amende et 400 000 euros d'amende.</p>
6 Paris, le 1 <sup>er</sup> avril 2008	Marché du titre et information financière de la société Euro Disney	Informations fausses ou trompeuses	<p>Ordonnance de non-lieu le 1<sup>er</sup> septembre 2011.</p> <p>Appel du procureur de la République.</p> <p>Arrêt de la chambre de l'instruction du 17 décembre 2012 qui infirme l'ordonnance du juge d'instruction.</p> <p>En cours.</p>
7 Cour d'appel de Paris et Cour d'appel de Versailles, les 12 avril et 7 juin 2013	Information financière de la société EuropaCorp	Action disciplinaire contre les commissaires aux comptes	<p>Le Parquet général de Versailles classe sans suite l'action disciplinaire engagée contre l'un des cabinets de commissariat aux comptes le 19 novembre 2014 compte tenu de la décision de la Commission des sanctions de l'AMF du 27 octobre 2014 qui a mis hors de cause les commissaires aux comptes.</p>
8 Paris, le 11 décembre 2013	Marché du titre et information financière de la société Véolia Environnement	Pour information	Classement sans suite.
9 Paris, le 19 décembre 2013	Information financière et marché du titre de la société IC Telecom	Délit d'initié	Classement sans suite le 18 août 2014 (absence d'infraction).

# Annexe 4 - La coopération internationale

---

La continuité des engagements de la COB est prévue par les dispositions transitoires de la loi de sécurité financière n° 2003-706 du 1<sup>er</sup> août 2003. Ceux-ci sont donc pleinement repris par l'AMF.

## A. ACCORD DE RECONNAISSANCE AMF-CFTC

Cet accord de reconnaissance porte sur les contrats à terme et d'options sur contrats à terme français commercialisables aux États-Unis.

### Contrats à terme ferme \*

CAC 40 index futures contract

FTSE/EPRA NAREIT Europe Index

FTS Eurofirst 100 Index

FTS Eurofirst 80 Index

*\* Note : la présente liste de contrats est également disponible sur le site de la CFTC (<http://www.cftc.gov>), rubrique International > Foreign markets, products & intermediaries > Foreign products available to US customers.*

### MATIF options et contrats à terme sur matières premières

Contrat à terme sur le maïs,  
option sur le contrat à terme sur le maïs

Contrat à terme sur le colza,  
option sur le contrat à terme sur le colza

Contrat à terme sur l'huile de colza,  
option sur le contrat à terme sur l'huile de colza

Contrat à terme sur le tourteau de colza,  
option sur le contrat à terme sur le tourteau de colza

Contrat à terme sur le blé de meunerie,  
option sur le contrat à terme sur le blé de meunerie

Contrat à terme sur l'orge de brasserie,  
option sur le contrat à terme sur l'orge de brasserie

Contrat à terme sur la poudre de lait

Elle ne mentionne individuellement que les contrats ayant fait l'objet d'une autorisation spécifique. Elle ne reprend pas l'ensemble des contrats pouvant bénéficier d'une commercialisation aux États-Unis sans autorisation préalable (exemple : options et contrats à terme sur matières premières du MATIF). Par ailleurs, les options sur indice CAC 40 et sur actions du MONEP sont également commercialisables aux États-Unis auprès de certains investisseurs qualifiés, mais sous la supervision de la Securities and Exchange Commission (SEC).

## B. LISTE DES MARCHÉS RECONNUS

La liste des marchés reconnus est disponible sur le site internet de l'AMF, dans la rubrique L'AMF > Relations institutionnelles > Accords et actions de coopération > Accords multilatéraux & marchés reconnus ou en cliquant sous le lien suivant : [http://www.amf-france.org/technique/multimedia?docId=workspace://SpacesStore/af9d3f83-9f85-4a65-9224-912dd64bfdba\\_fr\\_3.0\\_rendition](http://www.amf-france.org/technique/multimedia?docId=workspace://SpacesStore/af9d3f83-9f85-4a65-9224-912dd64bfdba_fr_3.0_rendition)

## C. LISTE DES MARCHÉS RÉGLEMENTÉS DES PAYS MEMBRES DE L'ESPACE ÉCONOMIQUE EUROPÉEN

La liste des marchés réglementés des pays membres de l'Espace économique européen est disponible sur le site de l'Autorité européenne des marchés financiers (ESMA), lien ci-après : [http://mifidatabase.esma.europa.eu/Index.aspx?sectionlinks\\_id=23&language=0&pageName=REGULATED\\_MARKETS\\_Display&subsection\\_id=0](http://mifidatabase.esma.europa.eu/Index.aspx?sectionlinks_id=23&language=0&pageName=REGULATED_MARKETS_Display&subsection_id=0)

*NB : L'article 47 de la directive européenne n° 2004/39/CE concernant les Marchés d'instruments financiers (dite « directive MIF ») autorise chaque État membre à conférer le statut de « marché réglementé » aux marchés établis sur son territoire qui se conforment à sa réglementation nationale. L'article 4, paragraphe 1, point 14, de la directive MIF définit le « marché réglementé » comme un système multilatéral, exploité et/ou géré par un opérateur de marché, qui assure ou facilite la rencontre – en son sein même et selon ses règles non discrétionnaires – de multiples intérêts acheteurs et vendeurs exprimés par des tiers pour des instruments financiers, d'une manière qui aboutisse à la conclusion de contrats portant sur des instruments financiers admis à la négociation dans le cadre de ses règles et/ou de ses systèmes, et qui est agréé et fonctionne régulièrement conformément aux dispositions du titre III de la directive.*

## D. LISTE DES ACCORDS ET CONVENTIONS SIGNÉS PAR L'AMF AVEC SES HOMOLOGUES ÉTRANGERS <sup>(1)</sup>

Pays	Année	Date signature	Régulateur français	Commissions signataires	Type d'accord	Date de publication au JO
Afrique du Sud	2000	19 octobre 2000	COB	Financial Services Board (FSB)	Convention d'échange d'informations	JO du 01/12/2000
Algérie	2001	25 janvier 2001	COB	Commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse (COSOB)	Convention de coopération et d'échange d'informations	JO du 15/03/2001
Allemagne	1996	10 septembre 1996	COB	Bundesaufsichtsammt für den Wertpapierhandel (BaFin)	Convention portant accord d'échange d'informations	JO du 08/10/1996
Argentine	1993	24 mai 1993	COB	Comisión Nacional de Valores (CNV)	Accord de coopération et d'assistance technique	–
Australie	2013	22 mars 2013	AMF	Australian Securities Commission (ASIC)	Accord d'assistance et de coopération mutuelle	JO du 29/08/2013
Australie	1995	14 mars 1995	COB	Australian Securities Commission (ASIC)	Accord administratif d'échange d'informations	–
Belgique	1993	26 juillet 1993	COB	Commission bancaire et financière (CBF-FSMA)	Accord administratif d'échange d'informations	JO du 28/12/1993
Brésil	1997	10 octobre 1997	COB	Comissão de Valores Mobiliários (CVM)	Convention d'échange d'informations	JO du 22/11/1997
Canada / Colombie-Britannique	1992	6 octobre 1992	COB	British Columbia Securities Commission (BCSC)	Accord de coopération et d'échange d'informations	JO du 24/12/1992
Canada / Ontario	1992	31 janvier 1992	COB	Ontario Securities Commission (OSC)	Accord de coopération et d'échange d'informations	JO du 24/12/1992
Canada / Québec	1992	31 janvier 1992	COB	Commission des valeurs mobilières du Québec (AMF)	Accord de coopération et d'échange d'informations	JO du 24/12/1992
Canada / Québec	2011	6 décembre 2011	AMF	Commission des valeurs mobilières du Québec (AMF)	Arrangement en vue de la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles	–

Pays	Année	Date signature	Régulateur français	Commissions signataires	Type d'accord	Date de publication au JO
Canada / Québec	2010	8 juin 2010	AMF	Commission des valeurs mobilières du Québec (AMF)	Engagement à conclure un arrangement en vue de la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles	–
Chili	1998	27 mai 1998	COB	Superintendencia de Valores y Seguros (SVS)	Convention de coopération et d'échange d'informations	JO du 14/08/1998
Chine	2006	7 décembre 2006	AMF	China Securities Regulatory Commission (CSRC)	Lettre de coopération visant à renforcer les échanges techniques	–
Chine	1998	4 mars 1998	COB	China Securities Regulatory Commission (CSRC)	Convention de coopération en matière de régulation des marchés d'instruments financiers	JO du 22/04/1998
Corée du Sud	2002	30 avril 2002	COB	Financial Supervisory Commission (FSC)	Convention de coopération et d'échange d'informations	JO du 17/09/2002
Égypte	2002	6 septembre 2002	COB	Capital Market Authority (CMA)	Convention de coopération et d'échange d'informations	JO du 05/10/2002
Émirats Arabes Unis / Abu Dhabi	2009	7 avril 2009	AMF	Securities and Commodities Authority (SCA)	Convention d'assistance et de coopération	JO du 04/04/2010
Émirats Arabes Unis / Dubai	2010	5 mars 2010	AMF	Dubai Financial Services Authority (DFSA)	Convention d'assistance et de coopération mutuelle	JO du 16/04/2010
Espagne	1993	27 septembre 1993	COB	Comisión Nacional del Mercado de Valores (CNMV)	Accord administratif d'échange d'informations	JO du 28/12/1993
États-Unis	2011	18 février 2011	AMF	Commodity Futures Trading Commission (CFTC)	Accord portant sur la supervision de LCH.Clearnet SA	–
États-Unis	2010	14 et 18 octobre 2010	AMF	National Futures Association (NFA)	Convention de coopération et d'échange d'informations	JO du 11/12/2010
États-Unis	2009	19 octobre 2009	AMF	Financial Industry Regulatory Authority (FINRA)	Convention de coopération et d'échange d'informations	JO du 24/12/2009

(1) Au 18 février 2015.

Pays	Année	Date signature	Régulateur français	Commissions signataires	Type d'accord	Date de publication au JO
États-Unis	1990	6 juin 1990	COB	Commodity Futures Trading Commission (CFTC)	Accord d'assistance mutuelle	JO du 24/12/1992
États-Unis	1990	6 juin 1990	COB	Commodity Futures Trading Commission (CFTC)	Accord de reconnaissance mutuelle	JO du 24/12/1992
États-Unis	1989	14 décembre 1989	COB	Securities and Exchange Commission (SEC)	Accord d'assistance mutuelle	JO du 24/12/1992
Guernesey	2003	16 juin 2003	COB	Guernsey Financial Services Commission (Guernsey FSC)	Convention de coopération et d'échange d'informations	JO du 25/07/2003
Hong-Kong	1994	14 juin 1994	COB	Securities and Futures Commission (SFC)	Accord d'échange d'informations	–
Hongrie	1998	24 juin 1998	COB	Hungarian Financial Supervisory Authority	Convention de coopération et d'échange d'informations	JO du 14/08/1998
Inde	2008	5 février 2008	AMF	Securities and Exchange Board of India (SEBI)	Accord de coopération visant à renforcer les échanges techniques	–
Israël	2013	14 janvier 2013	AMF	Israel Securities Authority (ISA)	Accord concernant l'équivalence des réglementations relatives à la double cotation des valeurs mobilières	JO du 07/04/2013
Israël	2008	28 janvier 2008	AMF	Israel Securities Authority (ISA)	Accord concernant l'équivalence des réglementations relatives à la double cotation des valeurs mobilières	–
Israël	2006	7 avril 2006	AMF	Israel Securities Authority (ISA)	Convention sur la consultation, la coopération et l'échange d'informations	–
Italie	1994	27 janvier 1994	COB	Commissione Nazionale per le Società e la Borsa (CONSOB)	Accord administratif d'échange d'informations	–
Jersey	2001	30 novembre 2001	COB	Jersey Financial Services Commission (Jersey FSC)	Convention de coopération et d'échange d'informations	JO du 13/01/2002
Liban	2014	12 mai 2014	AMF	Capital Markets Board	Accord d'assistance et de coopération mutuelle	JO du 13/01/2015
Liban	1995	12 avril 1995	COB	Banque du Liban	Convention de coopération	–

Pays	Année	Date signature	Régu- lateur français	Commissions signataires	Type d'accord	Date de publication au JO
Lituanie	2000	9 octobre 2000	COB	Lithuanian Securities Commission (LSC)	Convention de coopération et d'échange d'informations	JO du 14/11/2000
Luxembourg	2012	22 mai 2012	AMF	Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF)	Mémorandum concernant la compensation sur les marchés opérés par la Bourse de Luxembourg par LCH.Clearnet SA	JO du 01/07/2012
Malaisie	1999	13 septembre 1999	COB	Securities Commission (SC)	Convention d'échange d'informations	JO du 06/10/1999
Maroc	1998	9 avril 1998	COB	Conseil déontologique des valeurs mobilières du Maroc (CDVM)	Convention de coopération et d'échange d'informations	JO du 14/08/1998
Mexique	1992	23 octobre 1992	COB	Comisión Nacional de Valores (CNBV)	Accord de coopération et d'assistance technique	–
Monaco (Principauté de)	2002	8 mars 2002	COB	Commission de contrôle de la gestion de portefeuilles et activités boursières assimilées (CCAF)	Convention de coopération et d'échange d'informations	JO du 08/09/2002
Pologne	1999	24 mai 1999	COB	Komisja Papierow Wartosciowych i Gieldd (KNF)	Convention de coopération et d'échange d'informations	JO du 25/07/1999
Portugal	1996	19 avril 1996	COB	Comissão do Mercado de Valores Mobiliários (CMVM)	Accord administratif d'échange d'informations	–
Qatar	2010	11 octobre 2010	AMF	Qatar Financial Markets Authority (QFMA)	Convention d'assistance et de coopération mutuelle	JO du 11/12/2010
République tchèque	1999	7 décembre 1999	COB	Komise Pro Cenné Papiry (PSZAF)	Convention de coopération et d'échange d'informations	JO du 11/01/2000
Russie	2009	27 novembre 2009	AMF	Federal Financial Markets Service (FFMS)	Convention d'assistance et de coopération mutuelle	JO du 23/02/2010
Singapour	1999	23 novembre 1999	COB	Monetary Authority of Singapore (MAS)	Convention d'échange d'informations	JO du 31/12/1999

1

2

3

4

Pays	Année	Date signature	Régulateur français	Commissions signataires	Type d'accord	Date de publication au JO
Suisse	2000	25 février 2000	COB	Commission fédérale des banques (CFB-FINMA)	Déclaration de coopération dans le domaine de la commercialisation transfrontalière des organismes de placement collectif gérés pour le compte de tiers	JO du 13/04/2000
Suisse	1999	26 mars 1999	COB	Commission fédérale des banques (CFB-FINMA)	Echange de lettres permettant l'organisation et la mise en œuvre d'une procédure d'assistance mutuelle	JO du 17/04/1999
Tunisie	1997	4 juillet 1997	COB	Conseil du marché financier (CMV)	Convention portant accord d'échange d'informations	JO du 29/07/1997
Turquie	2000	18 mai 2000	COB	Capital Markets Board (CMB)	Convention d'échange d'informations	JO du 21/06/2000
Union Monétaire Ouest Africaine	1999	4 octobre 1999	COB	Conseil régional de l'épargne publique et des marchés financiers (CREPMF)	Convention de coopération et d'échange d'informations	JO du 14/11/1999

## E. LISTE DES ACCORDS SIGNÉS PAR L'AMF AVEC SES HOMOLOGUES ÉTRANGERS NON MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE PORTANT SUR LA CONSULTATION, LA COOPÉRATION ET L'ÉCHANGE D'INFORMATIONS DANS LE CADRE DE LA SURVEILLANCE DES ENTITÉS VISÉES PAR LA DIRECTIVE SUR LES GESTIONNAIRES DE FONDS D'INVESTISSEMENT ALTERNATIFS (AIFM) <sup>(2)</sup>

NB : Les accords ci-dessous sont, à date et conformément aux dispositions en vigueur de la directive AIFM, une condition nécessaire et non suffisante au maintien ou à la mise en place de schémas de délégations entre gestionnaires français et entités non européennes. La directive AIFM prévoit en outre que le pays tiers :

- doit être absent de la liste noire du GAFI
- doit avoir signé une convention fiscale conforme à l'article 26 du modèle OCDE avec chaque État membre de l'Union européenne où le fonds d'investissement alternatif (AIF) sera commercialisé.

NB : La liste des accords AIFM est mise à jour par l'Autorité européenne des marchés financiers (ESMA) : <http://www.esma.europa.eu/content/AIFMD-MoUs-signed-EU-authorities>

Pays	Année	Date d'entrée en vigueur	Régulateur français	Commissions signataires
Afrique du Sud	2014	6 février 2014	AMF	Financial Services Board (FSB)
Australie	2013	22 juillet 2013	AMF	Australian Securities and Investments Commission (ASIC)
Bahamas	2014	1 <sup>er</sup> octobre 2014	AMF	Securities Commission of the Bahamas (SC)
Bermudes	2013	22 juillet 2013	AMF	Bermuda Monetary Authority (BMA)
Brésil	2013	22 juillet 2013	AMF	Comissão de Valores Mobiliários (CVM)
Canada	2013	22 juillet 2013	AMF	Office of the Superintendent of Financial Institutions (OSFI)
Canada / Alberta	2013	22 juillet 2013	AMF	Alberta Securities Commission (ASC)
Canada / Colombie-Britannique	2013	22 juillet 2013	AMF	British Columbia Securities Commission (BCSC)
Canada / Ontario	2013	22 juillet 2013	AMF	Ontario Securities Commission (OSC)
Canada / Québec	2013	22 juillet 2013	AMF	Autorité des marchés financiers du Québec (AMF)
Égypte	2014	16 février 2014	AMF	Egyptian Financial Supervisory Authority (EFSA)
Émirats Arabes Unis / Abu Dhabi	2013	22 juillet 2013	AMF	Emirates Securities and Commodities Authority (SCA)
Émirats Arabes Unis / Dubaï	2013	22 juillet 2013	AMF	Dubai Financial Services Authority (DFSA)
États-Unis	2013	22 juillet 2013	AMF	Office of the Comptroller of the Currency (OCC) et Federal Reserve Board (FED)
États-Unis	2013	22 juillet 2013	AMF	Securities and Exchange Commission (SEC)
États-Unis	2013	22 juillet 2013	AMF	Commodity Futures Trading Commission (CFTC)
Guernesey	2013	22 juillet 2013	AMF	Guernsey Financial Services Commission (GFSC)
Hong Kong	2013	22 juillet 2013	AMF	Hong Kong Monetary Authority (HKMA)

(2) Liste au 18 février 2015.

Pays	Année	Date d'entrée en vigueur	Régulateur français	Commissions signataires
Hong Kong	2013	22 juillet 2013	AMF	Securities and Futures Commission (SFC)
Île de Man	2013	22 juillet 2013	AMF	Financial Supervision Commission (FSC)
Îles Cayman	2013	22 juillet 2013	AMF	Cayman Islands Monetary Authority (CIMA)
Île Maurice	2014	19 septembre 2014	AMF	Financial Services Commission of Mauritius
Îles Vierges Britanniques	2013	22 juillet 2013	AMF	British Virgin Islands Financial Services Commission (BVI)
Inde	2014	28 juillet 2014	AMF	Securities and Exchange Board of India (SEBI)
Israël	2013	22 juillet 2013	AMF	Israel Securities Authority (ISA)
Japon	2013	22 juillet 2013	AMF	Japan Financial Service Agency (JFSA)
Japon	2013	22 juillet 2013	AMF	Ministry of Economy, Transport and Industry (METI)
Japon	2013	22 juillet 2013	AMF	Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries (MAFF)
Jersey	2013	22 juillet 2013	AMF	Jersey Financial Services Commission (FSC)
Malaisie	2014	19 septembre 2014	AMF	Securities Commission of Malaysia (SC)
Maroc	2013	22 juillet 2013	AMF	Conseil déontologique des valeurs mobilières (CDVM)
Nouvelle-Zélande	2013	12 décembre 2013	AMF	Financial Markets Authority (FMA)
République de Macédoine	2013	22 juillet 2013	AMF	Securities and Exchange Commission of the Republic of Macedonia (SEC)
Singapour	2013	22 juillet 2013	AMF	Monetary Authority of Singapore (MAS)
Suisse	2013	22 juillet 2013	AMF	Financial Market Supervisory Authority (FINMA)
Thaïlande	2014	19 septembre 2014	AMF	Securities and Exchange Commission of Thailand (SEC)
Vietnam	2014	19 septembre 2014	AMF	State Securities Commission of Vietnam (SSC)

(2) Liste au 18 février 2015.

## F. LISTE DES ACCORDS ET CONVENTIONS MULTILATÉRAUX SIGNÉS PAR L'AMF <sup>(2)</sup>

Année	Date signature	Régulateur français	Commissions signataires	Type d'accord	Date de publication au JO
2014 Charte initiale signée le 26 mars 2009	11 février 2014	AMF	<b>Partenariat des régulateurs de valeurs mobilières des deux rives de la Méditerranée</b> - COSOB (Algérie) - CMA (Égypte) - CNMV (Espagne) - HCMC (Grèce) - CONSOB (Italie) - CDVM (Maroc) - CMVM (Portugal) - CMF (Tunisie) - CMB (Turquie) (adhésion en 2014)	Amendement à la Charte signée en 2009 instituant un Partenariat institutionnel entre régulateurs de marché des pays riverains de la Méditerranée visant à favoriser la convergence en matière de supervision financière	
2012 (et Protocole initial de 2003)	1 <sup>er</sup> mai 2012 1 <sup>er</sup> octobre 2003	AMF	<b>Organisation internationale des commissions de valeurs (OICV)</b> (liste des signataires disponible sur le site internet de l'OICV : <a href="http://www.iosco.org">www.iosco.org</a> )	Version révisée du Protocole d'accord multilatéral de l'OICV sur la consultation, la coopération et l'échange d'informations de 2003	JO du 16/11/2003
2011 (et accords précédents de 2009, 2005 et 2001)	1 <sup>er</sup> décembre 2011	AMF	<b>Euroclear</b> - Belgique : Banque nationale de Belgique et Financial Services and Markets Authority - Finlande : Finansinspektionen et Finlands Bank (à partir de 2009) - France : AMF et Banque de France - Pays-Bas : Autoriteit Financiële Markten et De Nederlandsche Bank - Royaume-Uni : Financial Services Authority et Bank of England - Suède : Finansinspektionen et Sveriges Riksbank (à partir de 2009)	Protocole d'accord relatif au cadre de coopération pour la surveillance / supervision d'Euroclear SA/NV (ESA)	Protocole de 2011 publié au JO du 14 novembre 2012 (et protocole d'accord de 2009 publié au JO du 23/02/2010)
2011	1 <sup>er</sup> juillet 2011	AMF	<b>Euroclear</b> - Belgique : Financial Services and Markets Authority (CBFA/FSMA) et Banque nationale de Belgique - France : AMF et Banque de France	Accord de coopération en matière de contrôle / surveillance des opérations de règlement-livraison externalisées par Euroclear Belgium à Euroclear France	JO du 11/09/2011
2010	24 juin 2010	AMF	<b>Collège des régulateurs d'Euronext</b> - Belgique : Commission bancaire, financière et des assurances (CBFA) - France : Autorité des marchés financiers (AMF) - Pays-Bas : Autoriteit Financiële Markten (AFM) - Portugal : Comissão do Mercado de Valores Mobiliários (CMVM) - Royaume-Uni : Financial Services Authority (FSA)	Accord de coopération portant sur la coordination de la régulation et du contrôle des marchés réglementés européens du groupe Euronext et d'Euronext NV	JO du 08/08/2010

(2) Liste au 18 février 2015.

Année	Date signature	Régulateur français	Commissions signataires	Type d'accord	Date de publication au JO
2007	5 janvier 2007	AMF	<b>Securities and Exchange Commission (États-Unis) et Collège des régulateurs d'Euronext</b> - Belgique : Commission bancaire, financière et des assurances (CBFA) - France : Autorité des marchés financiers (AMF) - Pays-Bas : Autoriteit Financiële Markten (AFM) - Portugal : Comissão do Mercado de Valores Mobiliários (CMVM) - Royaume-Uni : Financial Services Authority (FSA)	Accord portant sur la consultation, la coopération et l'échange d'informations concernant la supervision des marchés	–
2005	3 mai 2005	AMF	<b>Comité européen des régulateurs de marchés de valeurs mobilières (CESR)</b> - BAFIN (Allemagne) - FMA (Autriche) - CBFA (Belgique) - FSC (Bulgarie) - CYSEC (Chypre) - Finanstilsynet (Danemark) - CNMV (Espagne) - Finantsinspeksioon (Estonie) - Finanssivalvonta (Finlande) - AMF (France) - HCMC (Grèce) - PSZAF (Hongrie) - IFSRA (Irlande) - FME (Islande) - CONSOB (Italie) - FKTK (Lettonie) - Lithuanian Securities Commission (Lituanie) - CSSF (Luxembourg) - Malta FSA (Malte) - Kredittilsynet (Norvège) - AFM (Pays-Bas) - KNF (Pologne) - CMVM (Portugal) - CNB (République tchèque) - CNVMR (Roumanie) - FSA (Royaume-Uni) - ATVP (Slovénie) - NBS (Slovaquie) - Finansinspektionen (Suède)	Convention multilatérale du CESR sur l'échange d'informations et la surveillance des activités financières	JO du 16/04/1999
1999	26 janvier 1999	COB	FESCO - Forum of European Securities Commissions		
2003	6 mars 2003	AMF	<b>Collège des régulateurs d'Euronext</b> - Belgique : Commission bancaire, financière et des assurances (CBFA) - France : Autorité des marchés financiers (AMF) - Pays-Bas : Autoriteit Financiële Markten (AFM) - Portugal : Comissão do Mercado de Valores Mobiliários (CMVM) - Royaume-Uni : Financial Services Authority (FSA)	Accord portant sur la coordination de la régulation et du contrôle des marchés dérivés du groupe Euronext et d'Euronext NV	–

Année	Date signature	Régulateur français	Commissions signataires	Type d'accord	Date de publication au JO
2002	24 juin 2002	COB	<b>Institut francophone de la régulation financière (IFREFI)</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- COSOB (Algérie)</li> <li>- CBFA (Belgique)</li> <li>- CSF (Bulgarie)</li> <li>- CMF (Cameroun)</li> <li>- COSUMAF (CEMAC)</li> <li>- Guinée</li> <li>- CSSF (Luxembourg)</li> <li>- CDVM (Maroc)</li> <li>- CNMV (Moldavie)</li> <li>- CCAF (Monaco)</li> <li>- AMF (Canada/Québec)</li> <li>- CNVM (Roumanie)</li> <li>- FINMA (Suisse)</li> <li>- CMF (Tunisie)</li> <li>- CREPMF (UMOA)</li> </ul>	Charte créant l'Institut francophone de la régulation financière qui a pour objectif de favoriser les échanges de savoir-faire et d'expériences, d'élaborer des études et d'échanger des informations relatives aux marchés financiers entre les pays membres de l'Institut	–
2001	2 février 2001 (et addendum d'avril 2002)	AMF	<b>Collège des régulateurs d'Euronext</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Belgique : Commission bancaire, financière et des assurances (CBFA)</li> <li>- France : Autorité des marchés financiers (AMF)</li> <li>- Pays-Bas : Autoriteit Financiële Markten (AFM)</li> <li>- Portugal : Comissão do Mercado de Valores Mobiliários (CMVM)</li> <li>- Royaume-Uni : Financial Services Authority (FSA)</li> </ul>	Accord portant sur la coordination de la régulation et de la surveillance d'Euronext	–

## CONTACTS

### Direction de la communication

Tél. : 01 53 45 60 25

Un formulaire de contact est disponible  
sur le site internet de l'AMF

[www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)



17, place de la Bourse  
75082 Paris Cedex 02 — France  
Tél. : 01 53 45 60 00  
[www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)